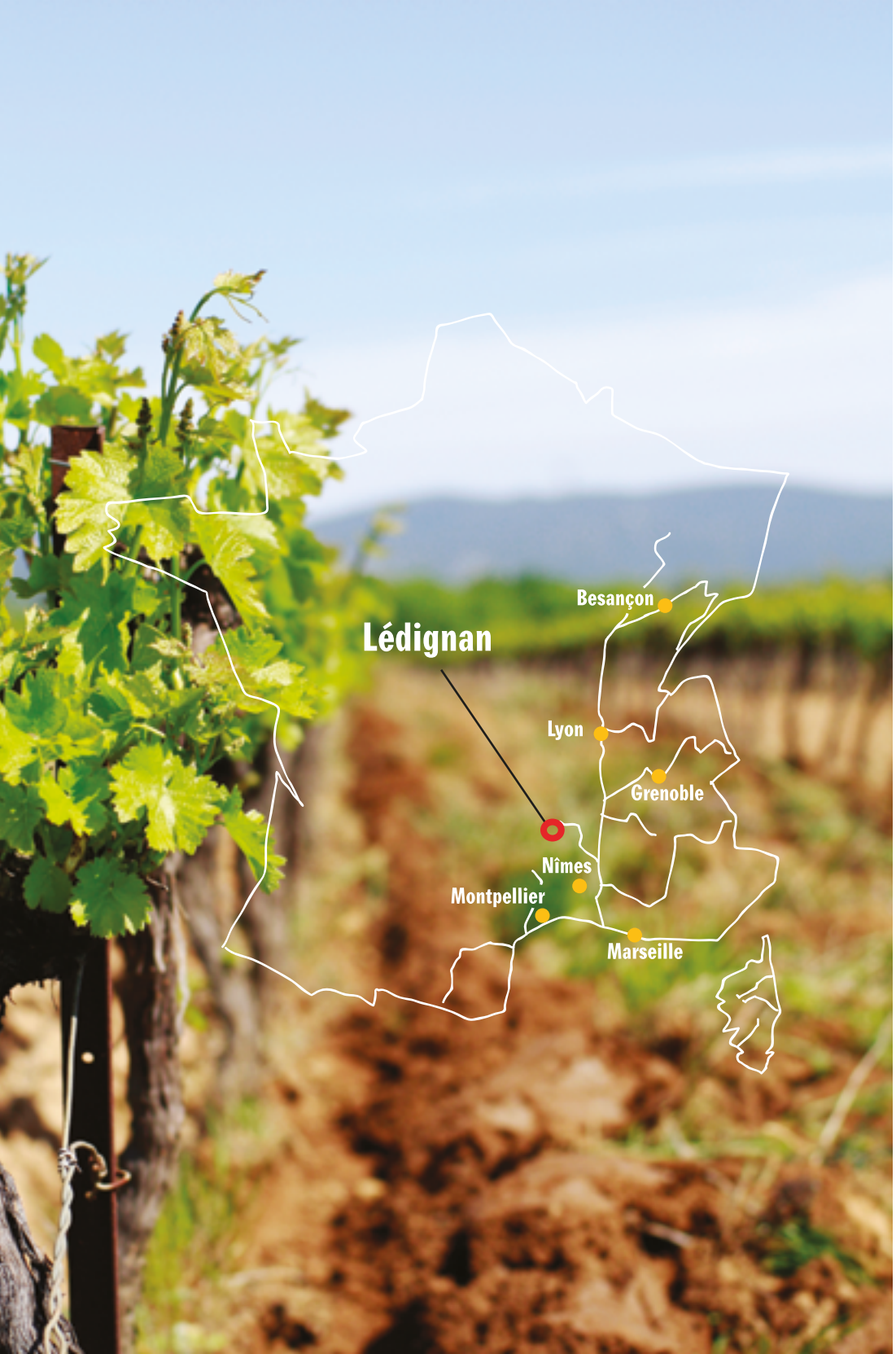


Au-dessous du village

Captage de Lédignan, Cardet & Lézan - Gard

La porte s'ouvre sur une pièce fraîche, et je me retrouve face à face avec un avion de chasse. La photo est encadrée sur le mur jaune Provence, juste au-dessus d'une famille de canards en porcelaine. Une femme me tend la main :
— Montez ! Mon mari vous attend, je vais préparer du café.
Le mari en question s'appelle Grégoire Diamantidis. Il est l'ancien maire de la commune de Lédignan, dans le Gard. Il m'invite à m'asseoir et ouvre un trieur lourd de chiffres et de croquis. Il tourne quelques pages, hoche la tête.
— L'eau à Lédignan ? Ah oui ! Ça, c'est toute une histoire…

L'histoire, elle commence par ce village planté dans les vignes, en bas des Cévennes. Lédignan est de ces territoires qui balancent entre ruralité et urbanisme. Dans les années 2000, des analyses cycliques révèlent que le taux de pesticides dans l'eau du village est trop élevé, et le captage est classé prioritaire en 2009 par le schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau. Au même moment, deux villages voisins, Lézan et Cardet, rencontrent le même problème. Les communes signent une charte, avec comme grands axes d'inciter les agriculteurs à pratiquer des cultures raisonnées, d'informer les particuliers, et d'arrêter l'usage de pesticides dans l'entretien des espaces publics. Pour mener à bien ces missions, une « animatrice territoriale » est recrutée, dont le salaire sera payé à 80 % par l'agence de l'eau. L'alliance des trois communes leur permet de se partager les 20 % de frais restants.

Le nouveau maire de Lédignan s'appelle Bernard Cauvin. Je l'attends dans la mairie, devant une affiche, « Les pesticides, apprenons à nous en passer », sur laquelle un bébé déguisé en

Grégoire Diamantidis, ancien maire de Lédignan.

abeille est assis dans un jardin. Bernard Cauvin est un ancien officier de renseignements. Quand il surgit pour me guider jusqu'à son bureau, je ne peux m'empêcher de songer qu'il en a la qualité première : il ne ressemble absolument pas à un agent secret. Pendant que je m'installe, Bernard Cauvin veut revenir sur le contexte dans lequel l'histoire commence. Quand son prédécesseur a récupéré le dossier, la commune est vraiment mal en point : il ne reste que 380 euros sur son compte. Le conseil municipal a été dissous, la ville est sous tutelle de la préfecture.
— Il faut bien voir ça, que ce village était en train de crever. Et au moment où plus personne ne savait comment sortir de cette impasse, on a découvert qu'en plus, l'eau de la ville avait des taux de pesticides beaucoup trop élevés… C'est là que Grégoire Diamantidis a pris les choses en main. Il s'est aperçu qu'on ne pourrait pas gérer ça seul : même en diminuant les pesticides sur la commune, l'eau continuerait à être polluée par les écoulements voisins. Avec l'eau, on n'est pas tout seul. Il faut avoir une vision globale de la situation.
Bernard Cauvin vient de succéder à Grégoire Diamantidis, l'initiateur de toutes les actions autour de la gestion de l'eau à Lédignan.
— Vous allez voir, c'est un type bien, Grégoire Diamantidis. Il connaît toutes les infos, les chiffres, l'historique. C'est un vrai *computer*, celui-là. Il a été pilote de chasse, dans le temps, et puis diplomate à New York, aussi !

Grégoire Diamantidis n'avait pas choisi Lédignan. À sa retraite, il cherche une maison dans le sud de la France pour y vivre des jours heureux. Il découvre l'ancienne demeure du

Bernard Cauvin, maire de Lédignan.

médecin Georges Dumas, spécialiste des émotions. L'ancien pilote tombe amoureux du bâtiment et s'installe au village. Les gens regardent le diplomate emménager et le surnomment « l'Américain ». Drôle de hasard ; il découvre qu'il est le gendre de l'ancien pasteur du village. Dès lors, Lédignan l'a reconnu pour ce qu'il était. On l'arrêtait dans la rue pour lui raconter le passé de son beau-père. Grégoire Diamantidis n'avait pas choisi Lédignan, mais Lédignan a choisi Grégoire Diamantidis : pendant la grosse crise politique au village, il en est élu maire. Il faut commencer par quelque chose. L'homme de l'air change de camp et choisit l'eau. Le maire mène des missions nocturnes pour détecter les fuites dans les tuyaux de la ville. Quand tout le monde dort, il reprend sa casquette de commandant et lance ses équipes à travers la ville. Dans le silence de la nuit, on entend l'eau qui goutte des canalisations. Grégoire Diamantidis entrevoit l'enjeu de purifier l'eau de Lédignan. Il pressent que seul un grand projet commun pourra rassembler ses troupes. Sauver l'eau, c'est sauver le village. Et pour sauver l'eau, il faut d'abord comprendre : comment reconnaît-on une « bonne eau » d'une mauvaise ?

Pour me répondre, Régis Nayrolles, du Syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion équilibrée des Gardons, m'emmène sur les rives du Gardon d'Anduze. Nous nous perdons le long de champs d'asperges, à la recherche de la rivière. Régis Nayrolles a de grands yeux verts, et des lunettes de soleil pour les cacher. Il marche vite, et il n'y a pas de place pour nous deux sur les bordures des champs. Notre conversation commence comme cela, lui devant, moi derrière, les yeux baissés sur les aspérités du sol pour ne pas trébucher.

— Mais l'eau, elle était potable ou pas ?
— Disons qu'on s'est approché du seuil de potabilité plusieurs fois… Cela montre que la ressource est fragile sur ce secteur, que l'eau est très connectée avec les pratiques en surface.
L'expert de l'eau m'explique que si l'on analyse le taux de pesticides seulement depuis quelques années, les mesures sont de plus en plus précises, et les taux minimums définis en 2008 nous semblent bien élevés à présent.
— Les tests sont tellement précis maintenant qu'on arrive à tracer toutes sortes de choses dans les rivières : les pilules de contraception, la caféine et même des traces de drogues qui passent par les urines.
— Est-ce que les habitants étaient en danger ?
Régis Nayrolles tourne la tête pour me jauger. Il s'arrête un instant pour me permettre de le rejoindre.
— C'est un sujet très vaste. Il y a beaucoup d'études qui prouvent les effets d'intoxication aiguë aux pesticides, mais c'est plus compliqué de connaître les risques d'une exposition longue à des doses très faibles. Surtout que ce qu'on appelle les « micropolluants », tous ces polluants que l'on absorbe par l'air, par la nourriture, ou par l'eau, sont difficiles à dissocier les uns des autres.

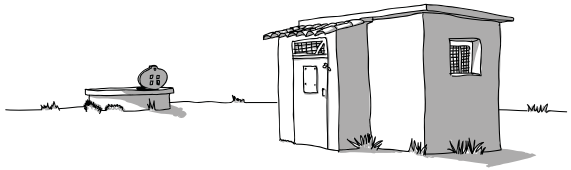
Le Gardon se dessine enfin devant nous, au sortir de la forêt. Les longs champs de terre nue sont déjà oubliés. Il fait frais sous les grands arbres, et nous nous asseyons sur la berge, à côté de l'eau frémissante.
— Le fait que les agriculteurs sur ce secteur améliorent leurs pratiques a un impact direct et clair sur la qualité de l'eau. Et aussi sur cette eau-là…

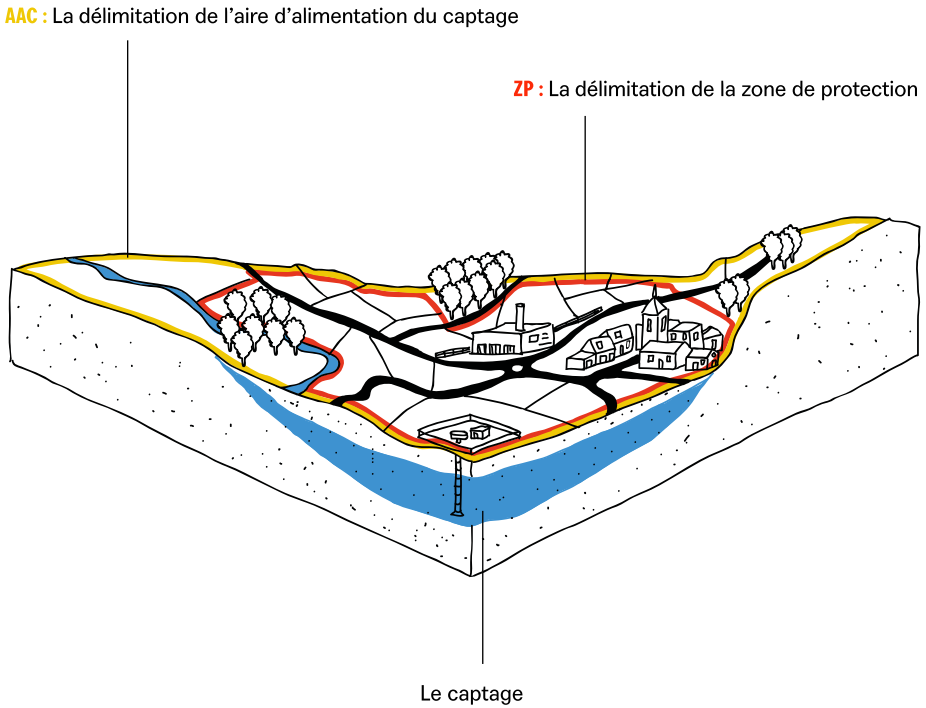
Régis Nayrolles, chargé de mission qualité de l'eau pour le SMAGE des Gardons.

Régis Nayrolles montre la rivière d'un geste de la main. Quand il pleut et que l'eau percole le sol, une partie ruisselle en surface pour rejoindre le Gardon. Une autre suit un chemin souterrain et va se fondre dans la nappe phréatique.
— C'est évident, l'amélioration de la qualité de l'eau ne peut passer que par un changement de pratique. Et les viticulteurs le comprennent ! On sort de plus en plus de la caricature de l'agriculteur pollueur, insensible aux questions de l'environnement : de plus en plus cherchent des solutions, et progressent dans ce sens-là.

Pour convaincre les viticulteurs, pour encourager la commune, pour sensibiliser le grand public, Lédignan a choisi son soldat. L'animatrice territoriale s'appelle Marie-Dominique Gras. C'est une femme fluette. Elle m'accueille à la mairie, sourire aigu et main tendue. Elle rit quand la secrétaire lui demande si elle s'est habillée « en circonstance » pour me recevoir. Marie-Dominique ne veut pas s'attarder à l'intérieur. Elle décide de m'emmener faire le tour du village, pour me montrer « en vrai » les différents aspects de son métier. J'entrevois l'énergie dégagée par cette petite femme et le pouvoir de conviction dont elle dispose.
Nous partons, suivant une petite route le long de vignes jusqu'à cet espace grillagé. Notre première visite est pour le puits Durcy, là Lédignan pompe son principal problème. L'eau qui coule des robinets du village arrive de ce captage, à quatre kilomètres du village. Le puits n'a rien de spectaculaire. C'est un cylindre de béton. C'est tout.
— Pas de problème, il va s'ouvrir !
Marie-Dominique Gras relève ses manches, et extrait du coffre

de sa Kangoo de fonction une longue barre de fer. Elle fronce le nez sous l'effort, me tend l'objet, et saisit un long tournevis. Elle grimpe sur le puits, enfonce la pointe dans un trou et porte son poids sur ce levier improvisé. Le couvercle de béton s'entrouvre, et je me précipite pour y glisser ma barre de fer. À l'intérieur, il y a du bruit. D'abord celui de la pompe, bien sûr, mais derrière me parvient quelque chose de plus sourd, de plus ancestral : le grondement de l'eau qui s'agite.
« Voilà », dit Marie-Dominique. Elle sourit.
— Elle est là, l'eau de Lédignan !
Marie-Dominique est hydrogéologue de formation. Son regard se noie quand elle me décrit l'invisible au-dessus duquel je suis penchée : une immense poche pleine de petits cailloux, d'une superficie de 224 hectares. C'est un entonnoir géant à l'envers. On tire l'eau à un endroit, mais ce sont tous les ruissellements d'une zone bien plus large qui se rejoignent sous terre.
— On surnomme cette poche « le gigot », parce que ça en a la forme sur la carte. Mais c'est en définissant cette zone aquifère que la mairie a compris que les choses allaient être compliquées : le territoire de la commune est plus loin. On capte de l'eau qui arrive des sous-sols des villages voisins…
Nous quittons le puits pour nous aventurer dans le cimetière.



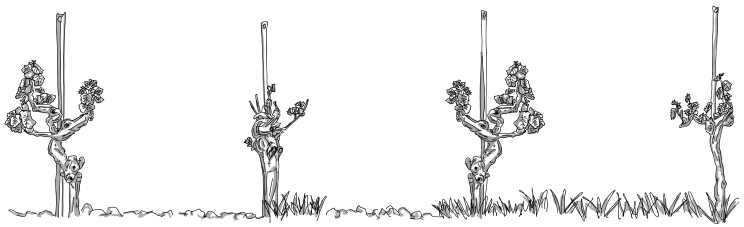


Comme tous les autres espaces publics, il est entretenu sans pesticides. Dans la grande dynamique lancée par le commandant Diamantidis, chacun dans la mairie s'est interrogé sur des solutions contre les désherbants. Le responsable des services techniques, Olivier Gravil, a décidé de ne plus en utiliser, du jour au lendemain.
— Il se trouve qu'il a découvert au même moment une allergie aux pesticides. À chaque fois qu'il débouchait un bidon, ses yeux le brûlaient. Son équipe est composée de gens plutôt jeunes, donc pas formatés. Ils ont appris à composer avec cette nouvelle donnée, et je crois qu'ils apprécient le fait d'être avant-gardistes.

Marie-Dominique Gras pousse le portail en fer forgé et avance dans l'allée. Il y a quelque chose d'embarrassant à nous trouver au milieu de ces noms d'inconnus, dans ce cimetière ordinaire, avec ses pierres tombales brillantes, et ses horribles fleurs en plastique. C'est toujours le cas dans les cimetières des autres. Mais quelque chose est différent ici. Quelque chose de ténu, une sensation volatile d'étrangeté qui m'effleure sans que je puisse la saisir. Je réalise soudain que le gravier laisse percer des touffes d'herbe et quelques pissenlits. Dans la partie la plus ancienne du cimetière, c'est même de la prairie, de la bonne herbe grasse à l'allure soignée. C'est joli. Marie-Dominique m'apprend que c'était le plus délicat à faire admettre à la population. Les gens aiment les cimetières glabres. Ils veulent que leurs morts ne soient pas dérangés par la vie. Alors, le responsable des services techniques se bat pour essayer de le conserver le plus net possible. Mais sans pesticide, la nature rejaillit toujours d'entre les graviers.

Marie-Dominique Gras, animatrice territoriale.

Après le cimetière, nous allons voir les vignes. La majeure partie du travail de l'animatrice territoriale consiste à rencontrer les viticulteurs chez eux et à leur proposer de signer un pacte. S'ils s'engagent à limiter les herbicides sur leurs parcelles, elle leur promet un chèque de 160 euros par hectare et par an.
— Il faut surtout qu'ils comprennent qu'on ne cherche pas « le responsable ». On veut éviter cet effet chasse aux sorcières, ne pas pointer quelqu'un du doigt. Au début, certains viticulteurs se mettaient en colère. Ils disaient : « Montrez-moi que c'est moi qui pollue ! Montrez-moi si la molécule que j'utilise se retrouve dans la flotte ! »
Pour comprendre les viticulteurs, il faut comprendre les vignes. Le problème de la vigne, c'est l'herbe. Pour un novice, l'herbe dans les vignes, rangées de vert tachetées de jaune pissenlit, c'est joli. Un novice ne pense pas que l'herbe aussi boit de l'eau. Qu'elle pousse sans s'inquiéter de nuire à ses voisines. Le novice a oublié les fables de La Fontaine : il veut croire que le cep charnu de la vigne vaincra contre de simples brindilles.
Le viticulteur, lui, aimerait garder un brin de contrôle, pour



viticulture conventionnelle — viticulture raisonnée — viticulture biologique

que sa plante puisse fleurir et grandir à sa guise. Là-dessus, tout le monde est d'accord. C'est après que le monde viticole se divise en plusieurs fronts : le bio, le raisonné, et le conventionnel.
L'agriculture « conventionnelle » est celle où l'on désherbe avec des herbicides chimiques. Les rangées de vigne sont imberbes, la terre est tassée et marron, les vers de terre meurent. En « raisonné », on limite les dégâts en optant pour des compromis – on ne désherbe qu'une rangée sur deux, ou seulement sous le pied de la vigne. En bio, on n'utilise aucun pesticide.

Je rencontre Christian Vigne, le bien nommé. Il est le vice-président de la cave coopérative de Massillargues-Attuech, et celui de l'association Grappe 3, une association d'agriculteurs soucieux de leur impact sur l'environnement. Il tient avec ses deux fils une exploitation d'une cinquantaine d'hectares en bio.
— Le travail est plus intéressant sans produits chimiques, et on se sent bien plus proche de la terre. Mais ce n'est pas évident pour tout le monde : ça donne plus de travail, et le vin n'est pas assez valorisé en cave. Pour moi, ça vient d'une prise de conscience écologique. Je me suis un jour retrouvé face à un verre plein de produit phytosanitaire. Le contenu de ce verre suffisait pour traiter dix hectares de vignes. J'ai compris la violence des pesticides comme ça.
Mais là où le pesticide ne nécessite qu'un seul passage, le tracteur doit passer trois, quatre fois pour arracher l'herbe. C'est beaucoup plus de travail… et de gasoil. Pendant trois ans, le viticulteur n'a pas l'étiquette bio sur sa bouteille : il se

retrouve donc avec plus de boulot et moins de raisin. Et même quand ces trois ans se sont écoulés, quand le vin est labellisé et les vignes rodées à leur nouveau traitement, demeure le problème de l'argent. La vigne bio est moins rentable par rapport à l'investissement qu'elle réclame, et la différence de prix du vin n'est pas énorme.
— Et l'agriculture raisonnée alors ?
— S'il y a des paysans qui raisonnent et d'autres non, c'est grave non ? Et ceux qui passent à l'agriculture raisonnée, ça voudrait dire qu'ils étaient cinglés avant ?

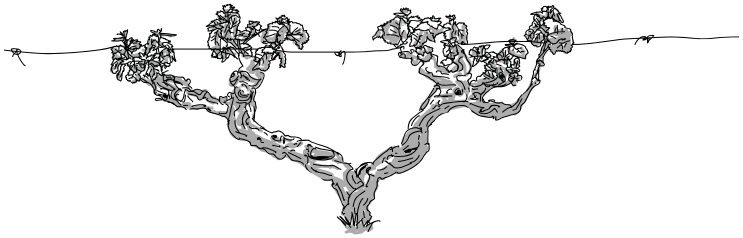
Stéphane Brioni est de ces agriculteurs qui ont opté pour le compromis de l'agriculture raisonnée.
— C'est trop simple de nous classer en deux camps : les bons agriculteurs qui font du bio, et les mauvais agriculteurs qui balancent des bidons de pesticides dans leurs vignes. On ne peut pas obliger les gens à passer au bio, d'abord parce que le marché ne pourra pas englober tout le monde. Mais je crois qu'on peut réduire encore notre utilisation. On a la chance, sur nos trois communes, d'avoir une nouvelle génération de viticulteurs, des gens qui ont entre trente et quarante ans. C'est forcément plus compliqué de faire changer quelqu'un qui utilise les mêmes techniques depuis plus de quarante ans de métier.
Stéphane a profité des mesures agroenvironnementales, qui, en contrepartie de son engagement, lui ont offert des compensations financières.
— Quand ces mesures ont été mises en place, il y a eu entre 60 et 70 % des surfaces agricoles qui ont adhéré à ce programme. Et puis tout s'est enchaîné : les communes ont créé une aire

Stéphane Brioni, viticulteur « raisonné ».

de remplissage des pulvérisateurs agricoles, et on essaye maintenant de mettre en place une aire de nettoyage.
Stéphane se tourne vers Marie-Dominique. Silencieuse, elle attend la fin de notre discussion.
— Ça va, Marie-Dominique ? Il rit. Je réponds bien aux questions ?
Marie-Dominique sourit, glisse une mèche de cheveux derrière son oreille.

***

Grégoire Diamantidis se sert une nouvelle tasse de café. Il reste silencieux quelques secondes. Peut-être qu'il se revoit, il y a quelques années, une oreille plaquée contre le sol pour écouter l'eau qui chante au-dessous du village. Peut-être pense-t-il à toutes ces missions accomplies : aux panneaux « village sans pesticide » que les agents municipaux ont placardés en 2013, à ces hectares de terres protégés des produits phytosanitaires. Aujourd'hui, les chiffres ne sont plus alarmants, et les pesticides continuent de régresser.
Grégoire Diamantidis soupire. Il ferme son classeur et en caresse la couverture.



Une rangée de vignes « bio » à Lédignan.